

Des avocats et des experts s'unissent autour du code de Nuremberg et des recours pour crimes contre l'humanité devant le Tribunal de La Haye

 guyboulianne.com/2021/03/24/des-avocats-et-des-experts-sunissent-autour-du-code-de-nuremberg-et-des-recours-pour-crimes-contre-lhumanite-devant-le-tribunal-de-la-haye/

Voir tous les articles par Guy Boulianne

March 24, 2021

Je ne cesse depuis quelques jours de vous parler des recours qui ont été déposés devant la Cour pénale internationale de La Haye et la Cour suprême d'Israël, pour violations du code de Nuremberg et crimes contre l'humanité, par les deux avocats **Ruth Machnes Suchovolsky** et **Arie Suchovolsky** du cabinet A. Suchovolsky & Co. C'est que ceci a toute son importance. Comme je l'écrivais dans mon précédent article : « *À mon humble avis, aucun tribunal "local" ne nous défendra contre la dictature sanitaire actuelle, puisque le but des gouvernements "locaux" – associés au gouvernement mondial – est justement de nous détruire tous (individus, familles, entreprises, etc.) et de nous soumettre à l'esclavage contrôlé par l'intelligence artificielle. C'est pourquoi j'appuie fortement les avocats Ruth Machnes Suchovolsky et Arie Suchovolsky avec lesquels je suis en relation directe.* »

Le 17 mars dernier, l'avocate Ruth Machnes Suchovolsky annonçait sur [Facebook](#) : « *Les avocats du monde entier se tournent vers nos bureaux et demandent à se joindre à la plainte à La Haye. Les mêmes avocats du monde entier reconnaissent le fait qu'Israël est un pays où une expérience a été menée et craignent que leur pays soit aussi forcé d'être exposé à l'expérience. Les noms des avocats et des pays adhérents seront publiés plus tard.* »

Or, je peux déjà vous confirmer quelques noms qui m'ont été confirmés par Me Suchovolsky. Évidemment, les deux avocats israéliens sont appuyés par l'avocat allemand [Reiner Fuellmich](#) que plusieurs d'entre vous connaissez déjà.

Dr. Reiner Fuellmich est né et a grandi à Brême, en Allemagne. Il a fréquenté l'école à Brême et Farmington Hills, Michigan. Il a terminé ses études de droit à l'Université Georg-August à Göttingen et à Los Angeles. Il a notamment travaillé comme assistant de recherche à la faculté de droit de l'Université Georg-August de Göttingen, où il a fait son doctorat. Avant de créer son [cabinet d'avocats](#), il a travaillé dans les services bancaires aux entreprises de la Deutsche Bank en Allemagne et au Japon. À la mi-juillet 2020, il créa le [comité Corona](#) qui enquête lors de sessions en direct de plusieurs heures sur les raisons pour lesquelles les gouvernements fédéral et des États ont imposé des restrictions sans précédent dans le contexte du coronavirus et sur les conséquences que celles-ci ont eu et ont sur les personnes.



Les réunions sont présidées par des avocats expérimentés en contentieux. Elles sont diffusées en direct et restent disponibles sous forme d'enregistrement. Les citoyens peuvent participer à la discussion en contribuant au chat et par e-mail. Les résultats des travaux du comité jusqu'au 23 août 2020 sont résumés dans un rapport intérimaire. D'autres réunions suivront. Un rapport final complet avec des passages transcrits des réunions et une riche collection de documents est en cours. Bien sûr, l'objectif final est de déposer un recours judiciaire devant le Tribunal de La Haye, pour violations du code de Nuremberg et crimes contre l'humanité dans le cadre de la crise de Covid-19.

Les avocats Ruth Machnes Suchovolsky et Arie Suchowolsky sont aussi appuyés par Larry Klayman, un avocat militant et ancien procureur du département américain de la Justice. Il a fondé Freedom Watch et Judicial Watch, une organisation américaine dédiée à la surveillance des activités du gouvernement américain, fondée en 1994.



En plus de ses nombreuses poursuites contre l'administration Clinton, qui l'ont amené à être qualifié de « Némésis de Clinton » (instrument de vengeance), Klayman a déposé un certain nombre de poursuites contre des personnalités politiques et des agences gouvernementales. L'objectif de Klayman en engageant les poursuites est souvent d'obtenir des informations par le biais du processus de découverte, plutôt que de gagner le procès. Larry Klyman représente actuellement Judy Minkovitz, une virologue et ancienne chercheuse américaine surtout connue pour ses études en matière de vaccination ARN messenger, sa thèse que les rétrovirus endogènes murins seraient liés au syndrome de fatigue chronique, et son opposition au port du masque durant la pandémie de Covid-19.

S'ajoute à cette équipe Francis Boyle, l'avocat de la Bosnie-Herzégovine et du gouvernement provisoire de l'Autorité palestinienne. Francis Boyle représente également deux associations de citoyens en Bosnie et a participé à l'élaboration de l'acte d'accusation contre Slobodan Milošević pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Bosnie-Herzégovine. Au cours de sa carrière, il a représenté des organismes nationaux et internationaux, notamment la Nation des Pieds-Noirs (Canada), la Nation d'Hawaï et la Nation Lakota, ainsi que de nombreux cas individuels de peine de mort et de droits de l'homme. Il a conseillé de nombreux organismes internationaux dans les domaines des droits de l'homme, des crimes de guerre et du génocide, de la politique nucléaire et de la guerre biologique. De 1991 à 1992, Boyle a été conseiller juridique de la délégation palestinienne aux négociations de paix au Moyen-Orient.



Il a siégé au conseil d'administration d'Amnesty International, en tant que consultant auprès de l'American Friends Service Committee et au conseil consultatif du Council for Responsible Genetics. Il a rédigé la législation nationale américaine de mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques, connue sous le nom de *Biological Weapons Anti-Terrorism Act* de 1989, qui a été approuvée à l'unanimité par les deux chambres du Congrès américain et promulguée par le président George HW Bush. Il a servi comme conseiller à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) entre 1987-89 et 1991-93.

En octobre 1992, Boyle a participé au Tribunal international des peuples autochtones et des nationalités opprimées des États-Unis d'Amérique qui s'est réuni à San Francisco. Boyle, agissant en qualité de « procureur spécial », a demandé au tribunal de rendre ce qui suit : « *Une ordonnance proscrivant le Gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique en tant que complot criminel international et organisation criminelle en vertu de la Charte, du jugement et des principes de Nuremberg* » et « *un décret dissolvant le gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique en tant qu'entité juridique et politique* ».

Dans la conclusion d'un mémoire juridique en 37 points, Boyle a écrit que le gouvernement fédéral des États-Unis: est *hostis humani generis* : « *l'ennemi de toute l'humanité ! Pour le bien de toute l'humanité, ce Tribunal doit condamner et répudier le Gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique et sa vision grotesque d'un nouvel ordre mondial construit sur la guerre, l'effusion de sang, la violence, la criminalité, le génocide, le racisme, le colonialisme, l'apartheid, des violations massives des droits humains fondamentaux et le déni du droit international juridique à l'autodétermination aux peuples autochtones et aux peuples de couleur vivant en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde.* »

Francis Boyle a écrit un affidavit clôturant le dossier d'expertises qui accompagne le recours qui fut déposé devant la Cour pénale internationale de La Haye et la Cour suprême d'Israël par les avocats Ruth Machnes Suchovolsky et Arie Suchowolsky. L'affidavit se lit comme suit :

« En vertu de la politique du Pentagone, étant donné que la Food and Drug Administration n'a donné qu'une autorisation d'utilisation d'urgence aux vaccins Moderna et Pfizer-Bio, le consentement du receveur est nécessaire pour administrer les vaccins. » Bien sûr, le Pentagone sait très bien que ces « Covid Frankenshots » nécessitent un consentement éclairé et volontaire en vertu du Code de Nuremberg sur l'expérimentation médicale. C'est agréable de voir que le Pentagone est d'accord avec moi. Malheureusement, le Pentagone ne l'a pas fait lorsqu'il a demandé aux forces armées américaines de prendre les deux « Frankenshots » qui ont produit le syndrome de la guerre du Golfe en violation du code de Nuremberg sur l'expérimentation médicale. Devinez-vous que le Pentagone a tiré la leçon de cette catastrophe humanitaire?

Sujet: « Professeur de droit Francis Boyle: le Code de Nuremberg est votre défense contre les vaccins Covid ».

Nouveau commentaire sur « Francis Boyle – Le code de Nuremberg est votre défense » : En vertu du code de Nuremberg sur l'expérimentation médicale, j'exerce par la présente mon droit de refuser de me soumettre ou d'administrer le vaccin COVID-19. Le Gouvernement des États-Unis a poursuivi, condamné et exécuté des médecins qui ont violé le Code de Nuremberg sur l'expérimentation médicale. Les assistants et les complices des crimes de Nuremberg sont également coupables et ont également été poursuivis, condamnés et exécutés.



L'appui du juge italien Angelo Giorgianni

Les deux avocats de Tel-Aviv sont aussi appuyés dans leurs démarches judiciaires par le magistrat et homme politique italien Angelo Giorgianni. Diplômé en droit de l'Université de Messine en 1975, il est magistrat depuis 1977 et travaille dans les bureaux des procureurs d'abord à Caltagirone puis à Reggio de Calabre jusqu'en 1985, date à laquelle il retourne à Messine, où il devient ensuite procureur adjoint.



En 1996, il a été élu au Sénat pour le renouveau italien au collège de Fano. Il a été nommé sous-secrétaire à l'intérieur du gouvernement Prodi I jusqu'au 13 mars 1998, date à laquelle il a démissionné à cause du « verminaio Messina ». Il quitte les dîners pour le Parti populaire italien pendant un an pour passer à l'UDEUR. En 2001, il est retourné à la magistrature, devenant plus tard président de section à la cour d'appel de Messine. En 2010, il a été nommé par le ministre Angelo Alfano comme l'un des trois présidents de l'Organe indépendant d'évaluation (OIV), un organisme qui évalue les gestionnaires du ministère de la Justice. À ce jour, en plus du rôle de président de section à la cour d'appel, il occupe le rôle de président de la commission régionale des impôts.

À partir de certaines enquêtes journalistiques, qui se sont par la suite révélées infondées, la commission parlementaire anti-mafia a dénoncé en 1998 le soi-disant « verminaio Messina », un mélange de professeurs d'université, d'entrepreneurs et de magistrats, ce qui a conduit à de nombreuses arrestations et aussi à la démission du sous-secrétaire Angelo Giorgianni, pour ses relations, en tant que magistrat, avec des entrepreneurs discutés. La procédure dirigée contre lui devant le Conseil supérieur de la magistrature a été bloquée par une résolution du Sénat de la République du 29 juillet 1999 sur la base des opinions incontestables exprimées par les parlementaires. Cette résolution a été annulée par la Cour constitutionnelle trois ans plus tard, mais tant les investigations

menées dans les services judiciaires compétents que la procédure disciplinaire devant le Conseil supérieur de la magistrature ont montré le non-fondement des constatations faites à Giorgianni.

Le juge Angelo Giorgianni a récemment fondé l'«Organizzazione Mondiale della Vita» (Organisation mondiale de la vie), qui fait appel à un grand comité scientifique comprenant le célèbre virologue italien Giulio Tarro et le psychiatre bien connu Alessandro Meluzzi (ancien parlementaire comme Giorgianni), devenu populaire dans le monde de la contre-information à la fois en tant que **franc-maçon repentant** et pour son engagement religieux à défendre les valeurs chrétiennes en tant qu'évêque de l'Église orthodoxe.



« Personnellement, je considère ces vaccins comme une véritable atteinte à la santé des citoyens. Ils ont été étudiés sur un virus Sars-Cov2 d'avril / mai 2020, un virus qui en pratique n'existe plus, compte tenu du nombre énorme de mutations. C'est également la première fois dans l'histoire humaine que la technologie de l'ARNm est utilisée dans un virus aussi mutable. »

Ce sont les propos lapidaires du Dr Pasquale Bacco, devenu l'un des leaders des protestataires des vaccins expérimentaux et des risques d'implications génétiques grâce à sa blague caustique « Ils sont des eaux usées » lors de l'émission Piazza Pulita de LA7. Le coroner a assumé une visibilité nationale pour les batailles médiatiques menées avec l'Association L'Eretico (des hérétiques) qu'il a fondée avec le magistrat Angelo Giorgianni, qui en est le président, et avec qui il a donné naissance au projet international Organisation mondiale pour la vie (OMV).

L'OMV a elle aussi préparé un recours sur les vaccins pour « crimes contre l'humanité » qui sera déposé dans les prochains jours au Tribunal de La Haye comme Giorgianni, président de l'Organisation mondiale pour la vie, le prévoit exclusivement.

SOURCE : Fabio Giuseppe Carlo Carisio : « VACCINI mRNA, RISCHI CANCRO! OMV: "All'Aja per crimini contro umanità" ». Gospa News, 23 Marzo 2021.

BEATRICE SILENZI
INTERVISTA

ANGELO GIORGIANNI

17 GENNAIO - ORE 21

Vaccino e Libertà
Magistrato - O.M.V.



IN DIRETTA

Watch Video At: <https://youtu.be/c752EoDFmDo>

Angelo Giorgianni — Magistrat de L'Eretico et fondateur de l'OMV — intervient dans une entrevue menée par la journaliste Beatrice Silenzi sur l'épineux sujet de la vaccination. Il faut y faire face de manière concrète, non seulement d'un point de vue sanitaire, mais aussi d'un point de vue juridique, car des situations très graves se produisent chaque jour dans toute l'Italie ! Cependant, le Dr Giorgianni a beaucoup d'espoir dans un avenir rose, basé sur la liberté et la Constitution, notamment grâce à l'O.M.V. (Organisation mondiale pour la vie), ramifiée partout dans le monde, qui commence à travailler sur des projets concrets, afin de restaurer la légalité et la paix, partout. (17 janvier 2021)



Welcome to
FREEDOMWATCH
Home About Blog Cases Store Contact Donate!

Freedom Watch Updates
Sign up for our emails

LAWYERS AND EXPERTS UNITE AROUND THE NUREMBERG CODE AND APPEALS FOR CRIMES AGAINST HUMANITY BEFORE THE HAGUE TRIBUNAL

Share Tweet Text Email Copy

Des Avocats Et Des Experts S'Unissent Autour Du Code De Nuremberg Et Des Recours Pour Crimes Contre L'Humanité Devant Le Tribunal De La Haye

Guy Boullianne
March 24, 2021

For a few days now, I have been telling you about the appeals that have been filed before the International Criminal Court in The Hague and the Supreme Court of Israel, for violations of the Nuremberg Code and crimes against humanity, by the two lawyers Ruth Machnes Suchovolsky and Arie Suchovolsky from A. Suchovolsky & Co. This is really important. As I wrote in my previous article: "In my humble opinion, no 'local' court will defend us against the current health dictatorship, since the aim of 'local' governments - associated with world government - is precisely to destroy us all (individuals, families, businesses, etc.) and submit to slavery controlled by artificial intelligence. That is why I strongly support lawyers Ruth Machnes Suchovolsky and Arie Suchovolsky with whom I am in direct contact."

On March 17, lawyer Ruth Machnes Suchovolsky announced on Facebook: "Lawyers around the world are turning to our offices and asking to join the complaint in The Hague. The same lawyers around the world recognize that Israel is a country where an experiment has been conducted and fear that their country will also be forced to be exposed to the experiment. The names of lawyers and acceding countries will be published later."

Continue Reading.....

Mon article a été repris sur le site internet de Larry Klayman. Freedom Watch est le seul groupe d'intérêt politique qui s'exprime par des actions plutôt que par des mots. Freedom Watch s'engage non seulement à préserver la liberté, mais aussi à redéfinir sa signification, de protéger nos droits à la vie privée, à la liberté d'expression, aux libertés civiles et à la liberté contre le pétrole étranger et les entreprises, les travailleurs et les fonctionnaires tordus, à la protection de notre souveraineté nationale

contre les incompetents, les Nations Unies contrólées par l'État terroriste, et le rétablissement de la primauté du droit dans ce qui est devenu un système juridique américain très corrompu, où la justice est aussi bonne que votre avocat et votre juge – dont la plupart sont compromis sur le plan éthique ou autre.
